

SUR LES RAPPORTS ENTRE L'HISTOIRE ET LA GEOGRAPHIE

Le contenu de la recherche en géographie et l'efficacité de l'utilisation des méthodes géographiques pour l'aménagement du territoire, aménagement régional ou aménagement urbain, sont directement liés aux structures de l'enseignement de la géographie. Divers types structuraux peuvent être distingués : celui qui comporte l'intégration de la géographie aux sciences naturelles, celui qui associe librement les études géographiques à n'importe quel autre secteur de spécialisation, celui, enfin, qui marie intimement la géographie et l'histoire.

Dans le premier cas, le terme de l'analyse et des synthèses de base est la description de « paysages géographiques » qui sont des compositions incorporant des éléments physiographiques d'essences différentes, relevant de la géologie, de la géomorphologie, de la pédologie, de la climatologie, de l'hydrologie, de la biogéographie. Au mieux, la géographie se présente comme une écologie de l'espèce humaine, et, dans la mesure où l'espèce réagit dans son milieu, elle incorpore une géographie dite « anthropique » qui est l'étude des effets de l'action humaine, volontaire ou involontaire, sur le milieu naturel. La définition qui précède correspond notamment au système d'enseignement de la géographie dans les Universités et les Instituts de géographie des Académies des sciences de l'U.R.S.S. et de plusieurs pays de l'Est. Toutefois, à côté de cette géographie physique globale, des disciplines isolées y ont trouvé plus ou moins bien leur place, une géographie économique qui analyse des mécanismes organiques et décrit des localisations, une géographie de la population qui se définit comme analyse d'une des principales « forces productives ».

Le second type, plus souple, et en même temps plus difficile à saisir, est celui des pays où l'enseignement de la géographie est couplé indifféremment avec d'autres enseignements suivant le choix initial de l'étudiant au cours de ses études. Même si l'on considère que l'enseignement de la géographie reste le même quelle que soit la seconde branche de spécialisation choisie, il est clair que les diverses préoccupations de l'étudiant, plus tard de l'enseignant, réagissent les unes sur les autres, et que la manière de concevoir et de présenter la géographie ne sera pas la même suivant qu'elle est associée aux mathématiques, aux sciences naturelles ou aux lettres modernes. Dans ces deux types d'or-

ganisation de l'enseignement et de la recherche géographique, la « dimension historique » est défailante. Son absence pose un problème épistémologique et philosophique : la géographie doit-elle se placer par rapport à un ensemble de processus évolutifs qui, selon l'échelle des rythmes de marche, se mesure en centaines de milliers, en millions d'années, ou en générations et en décennies, ou se définir seulement comme un constat de faits ? Dans le premier cas, elle se veut explicative ; dans le second, elle se borne à être descriptive, puisque les rapports et combinaisons enregistrables dans le présent sont le point d'aboutissement d'évolutions complexes de phénomènes à rythmes de marche différents, et se condamne à n'être qu'arbitrairement prospective, puisqu'elle s'est fermée à l'intelligence de mécanismes qui ne peuvent être correctement compris qu'en considération du facteur temps.

Le troisième type d'organisation de la recherche et de l'enseignement de la géographie apporte une solution au problème ainsi posé, par l'association intime de la recherche historique et de la recherche géographique. La solidarité de l'histoire et de la géographie est à la base même de la structure de l'enseignement secondaire et supérieur français depuis trois quarts de siècle. Elle tient aussi une place essentielle dans la formation des chercheurs, tant historiens que géographes. Est-ce une position de caractère traditionnel, aujourd'hui dépassée par les faits et les nécessités ? Est-ce une position juste en face des conjonctures économiques et sociales tant à l'égard de la formation des maîtres que devant les problèmes qui se posent aux chercheurs ? Cette position est-elle isolée aujourd'hui, et, dans cette hypothèse, doit-elle être considérée comme périmée, ou fait-elle figure de constante de l'approche rationnelle des rapports entre les collectivités humaines et l'espace qu'elles occupent ? La réponse ne saurait être formulée en 1971 dans les mêmes termes qu'elle l'eût été il y a vingt ou trente ans. Les formes, les rythmes, les moyens de connaissance, la masse des données à traiter ont changé. Le problème s'est compliqué. La solution ne peut plus être aussi tranchante que jadis, et pourtant elle ne semble pas devoir être fondamentalement différente.

Il n'y a qu'un intérêt anecdotique à rappeler comment la géographie universitaire est née en France du besoin des historiens de situer les événements dans leur cadre naturel, et de mesurer les effets des contraintes de relief du sol, de climat, de boisement, sur les choix de la politique, les issues des campagnes militaires, qui sont objets de leurs études. En refusant un déterminisme qu'avait suggéré Montesquieu et que d'autres ont exagéré, les historiens de l'école d'Ernest Lavisse, de Paul Vidal de La Blache, ont cherché à définir ce que les auteurs actuels appelleraient la dimension géographique en histoire. Ils ont en même temps ouvert la voie à une conception globale de la géographie faisant intervenir à la fois la conjonction de tous les facteurs naturels et le poids des héritages de civilisation. Laissant à d'autres le soin de juger ce que l'intégration des facteurs géographiques a apporté à la recherche

historique, je souhaiterais insister sur le caractère indispensable d'une culture historique pour donner un sens plein à la recherche géographique et à l'enseignement de la géographie.

Le moment peut paraître mal choisi, en ce sens que l'accélération des processus technologiques et de leurs effets induits sur l'organisation de la production et de l'utilisation de l'espace fait apparaître, dans tous les domaines, des seuils de discontinuité entre la lente construction des paysages géographiques et la brutalité des transformations qui mettent en jeu l'« environnement ». Il est vrai — en restant dans le cadre européen — que les distorsions sont de plus en plus nombreuses entre les héritages séculaires et les créations imposées par les exigences de la technique et la pression de la spéculation. Il est vrai que des actions volontairement sacrilèges se multiplient sous le prétexte que le poids du passé inhibe le développement des nouvelles formes de vie et de production adaptées aux moyens modernes de travailler, de circuler et d'habiter. Et pourtant, on ne comprendrait rien aux réalités et aux contradictions européennes si l'on ignorait la part du passé dans les structures, dans les comportements, dans les modes de pensée, qui sont à la fois des éléments fondamentaux de la géographie d'aujourd'hui et de l'histoire qui se fait.

Il ne serait pas sans intérêt de démontrer que les pays dont les constructions politiques et économiques sont les plus récentes, comme les pays d'Amérique, sont beaucoup plus tributaires de leur passé que l'on pourrait l'imaginer de prime abord. La ténacité de la notion et de l'impact géographique de *frontière*, c'est-à-dire des fronts de colonisation et des lignes de combat avec les Indiens, la persistance du souvenir des guerres fratricides entre Etats voisins, le traditionalisme de certaines collectivités farouchement attachées à un passé apparemment révolu et enclavées à l'intérieur du territoire le plus intensément balayé par les expériences futuristes, jusqu'aux séquelles de l'héritage colonial des Etats-Unis, la forme des villes de l'Argentine, dont les diagonales se croisent sur la place General San Martin, la place tenue par la toponymie aztèque ou par le souvenir de Zapata dans les villes mexicaines, sont autant de témoins de l'impact de l'histoire dans l'occupation et l'organisation de l'espace dans les continents à histoire courte. A côté de cela, assurément, la poussée des gratte-ciel, le glissement ininterrompu des automobiles le long des rubans aux nœuds multiples des autoroutes urbaines, symbolisent la rupture de continuité, les grands espaces conquis par l'automobile, l'avion, la machine apparaissent étrangers aux vieux terroirs aménagés à l'époque coloniale ou à l'époque « agriculturiste » dans le nord-est des Etats-Unis et au Québec. En Amérique, la géographie et l'histoire se sont, semble-t-il, partagé le territoire. En Europe, elles continuent à se le disputer.

La meilleure démonstration ne procède-t-elle pas de l'application de la méthode *a contrario* ? Il ne fait pas de doute que l'analyse du milieu vécu, qui est l'objet de l'analyse géographique, fait apparaître

de plus en plus des discontinuités radicales, qui opposent l'héritage du passé, fruit du travail et de l'imagination créatrice de dizaines de générations aux créations issues à la fois des découvertes de la technique et de la pression des nouvelles formes de groupement des hommes provoquées par la mise en œuvre de ces techniques et, en définitive, de la modification des normes des rapports entre l'espace et le peuplement. Ces discontinuités ébranlent à la fois les notions et les réalités des villes et des campagnes.

La ville moderne est en proie à la double destruction de l'unité de lieu et de l'unité de temps et, ce faisant, perd sa réalité d'*habitat* au sens biologique et traditionnellement géographique du terme. La perte de l'unité de lieu résulte de la dislocation de l'ancienne solidarité de la fonction et de la résidence, de la disparition de l'ancienne structure de l'espace urbain fondée sur un système complexe de relations réciproques entre l'autorité temporelle et spirituelle, confondue avec la possession des moyens de production et les diverses formes d'activité, de l'activité rurale intégrée à la ville traditionnelle de la Méditerranée et de l'Orient aux activités marchandes, artisanales et manufacturières constituant le monopole des activités des villes flamandes. Les fonctions se sont dispersées, la société urbaine a éclaté. Les nuances discrètes entre la ville et le faubourg ont fait place aux oppositions entre le centre, les beaux quartiers, les quartiers ouvriers, les banlieues. L'agglomération d'aujourd'hui est un milieu tourbillonnaire, où circulent spasmodiquement les « migrants journaliers ». L'Américain Lynnh a montré comment chaque habitant n'avait plus qu'une image partielle de son environnement urbain et qu'il perdait du même fait tout sentiment d'appartenance et de responsabilité vis-à-vis de sa ville. Mais ce qui est vrai à Boston, une des vieilles villes américaines, l'est sans doute moins dans les villes européennes. Pourtant, la notion et la fonction de centre de ville sont mises en cause. Dans la mesure où la ville est le lieu de rassemblement, de circulation, d'activité, de consommation, de prestation de services, de recherche de loisirs de populations motorisées, l'espace urbain doit être repensé, réaménagé pour l'usage de l'automobile. Le vieux centre, symbole de la vie et de la personnalité urbaine, est partiellement délaissé, le grand commerce de détail s'ingénie à intercepter les flux de chalandise aux portes de la ville, les administrations se « décentralisent ». De nouveaux loisirs périphériques ou sub-urbains sont appelés à remplacer la flânerie sur la « grand-place » ou sous les arcades. La ville moderne tourne le dos à son histoire et on propose au citadin, las de l'affluence et de l'anonymat, le cadre de « villes nouvelles », imaginées par les techniciens de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Dans la vie quotidienne, l'unité de temps a disparu en même temps que l'unité de lieu. En face d'un espace fonctionnellement diversifié, l'individu est contraint à des déplacements de plus en plus compliqués. Il partage son temps actif entre des lieux différents. Et son temps cultu-

rel devient un temps absolument étranger à l'espace, un temps aspatialisé ou universalisé, celui de l'information, des mass media ou du grand tourisme. Simple mutation ou frustration ? De la réponse faite à cette question dépend au fond la solution apportée au problème de la signification de la connaissance de l'histoire dans la qualification du milieu vécu. En fait, l'histoire intervient doublement dans cette qualification, comme méthode d'analyse de ce qui subsiste du passé — qu'on en soit conscient ou non — dans le cadre de vie d'aujourd'hui, mais surtout comme moyen d'affirmation de ce qui peut donner un sens et un charme à cette vie d'aujourd'hui par l'évocation et l'explication du patrimoine culturel, et l'intégration à une « série » tout autant sinon plus qu'à une classe ou à une catégorie sociale.

Si les « grands ensembles », les « villes nouvelles » de toute l'Europe, sans sortir de notre continent, se ressemblent tant par la nature des matériaux employés que par l'uniformité des schémas urbanistiques, compte tenu de quelques efforts d'imagination particulièrement louables, il reste que la « vieille ville » garde un sens pour tous les Européens. C'est elle qui est représentative pour eux de la nation ou de la province, qui est le cadre dans lequel ils peuvent replacer leur littérature et leurs légendes, tout ce qui constitue leur tradition, c'est-à-dire ce sens de la dimension historique élémentaire qui dépasse tout juste celui de la continuité familiale des générations. Cette affirmation est appuyée par le souci apporté à reconstituer, au moins dans leur silhouette traditionnelle, le cœur des villes détruites par la guerre. Cette vieille ville symbolise une personnalité culturelle, une volonté d'être et de durer, manifestée à travers les crises les plus sévères par les multiples nations qui ont constitué l'Europe. Elle est flamande, wallonne, rhénane, bavaoise ou suisse, lombarde ou vénitienne, provençale ou bretonne, avant même que d'être belge, allemande, italienne ou française, comme elle est anglaise ou castillanne. Elle transmet un message et, comme telle, elle devient un emblème de culture. Assurément, aujourd'hui, il est parfois pénible de démêler les liens entre cet emblème de culture et l'objet de spéculation qui confondent tourisme banalisé et culture. Du moins doit-on trouver dans cet objet de spéculation la chance de sauver un patrimoine. Il appartient à l'histoire de lui donner tout son sens. Et le devoir du géographe est d'y trouver prétexte à marier la continuité et la discontinuité. Si le géographe était de formation strictement technocratique, il se bornerait à décrire à l'envi l'originalité et la rationalité des *villes nouvelles*, et abandonnerait à l'historien la consécration des vieilles pierres. La rupture serait consommée dans l'esprit des jeunes générations entre deux enseignements comme entre deux phases du destin des nations : celle des « antiquités » et celle d'un présent tourné vers les images de la science fiction, comme c'est le cas dans l'environnement imaginaire des jeunes Américains ou des jeunes Japonais. Et l'Europe y perdrait son originalité culturelle foncière, par voie de conséquence la primauté culturelle qu'elle exerce en maint domaine à l'échelle universelle. Une forme du « déclin de l'Europe » que n'avait pas osé

imaginer Albert Demangeon... Le surclassement dans le domaine de certaines techniques, de l'économie, la disproportion des échelles entre les vieilles unités européennes et celles des colosses continentaux doit-il entraîner le renoncement à tout un système de valeurs, ou au contraire être compensé par la sublimation de ces valeurs ? Sinon, comment concevoir la perception de la projection de l'héritage sur le présent autrement que par une association étroite de l'approche historique et de l'approche géographique ? En d'autres termes, et en poussant la formulation jusqu'au paradoxe, l'unité de la géographie et de l'histoire pouvait être négligée par divers systèmes de formation quand elle s'imposait d'elle-même par les conditions de la vie quotidienne, par le climat psycho-social dans lequel étaient appelées à vivre les populations, parce qu'elle existait implicitement dans la culture. Aujourd'hui, tandis que les techniciens et les amateurs de science fiction cherchent à nous projeter dans un futur encore plus qu'incertain, quand on prône la supériorité de la connaissance « quantitative » sur la connaissance qualitative, il devient nécessaire, pour prendre conscience de sa réalité et de ses possibilités, de se définir et de se situer à la fois par rapport à l'espace concret qui est déjà lui-même fruit du temps, et par rapport au temps en soi. Sans quoi, ce que l'on prend pour une libération est, en fait, une manière d'apesanteur psychologique et morale, née de la conscience infuse de toutes les discontinuités, sans aucune contrepartie, qui ouvre la voie à tous les dérèglements.

Il est d'ailleurs vain de penser que les transformations des techniques entraînent des mutations radicales des paysages et des formes d'existence. Le terme même de « révolution », généreusement appliqué aux discontinuités, serait à discuter quand il s'agit de la ou des révolutions industrielles, et à plus forte raison de révolution agricole, qui demandent plus d'un siècle pour s'accomplir et se généraliser. La méconnaissance des héritages, avec leur passif aussi bien que leur actif, expose aux pires erreurs d'orientation dans le domaine de la politique économique et dans celui de l'aménagement du territoire. Il est vrai que la « révolution industrielle » du XIX^e siècle s'est faite sur le charbon, mais pas n'importe où. Les bassins houillers n'ont fait que cristalliser dans une conjoncture technologique donnée une activité qui était, sous d'autres formes, antérieure à leur utilisation, et a fait l'affirmation de l'Europe du Nord-Ouest par rapport à tant d'autres pays qui possédaient aussi des bassins houillers et, dans bon nombre de cas, des bassins houillers déjà repérés. Là où il n'existait pas de structures préindustrielles favorables, le charbon n'a été exploité que plus tard, sous des influences extérieures, et n'a pas toujours engendré une vraie révolution industrielle avec création d'activités concentrées multidifférenciées. La géographie du charbon est inintelligible sans la connaissance de l'histoire du capitalisme. Aujourd'hui, l'industrie abandonne, techniquement, le charbon ; elle néglige aussi de plus en plus les minerais pauvres et les minerais coûteux à exploiter. La sidérurgie moderne est une sidérurgie sur l'eau par très grandes unités de traitement. On peut parler

d'une discontinuité technologique qui appelle une reconsidération des rapports de localisation des industries sur le plan théorique, et en application, certaines expériences qui ne pourront être réellement appréciées que dans le moyen terme comme la création de Tarente (Italsider) et le projet du golfe de Fos, en France. Mais, pendant plusieurs générations, le problème majeur sera celui de la conversion des activités des régions industrielles nées au XIX^e siècle, la transformation des formes de production et des paysages humanisés de la Ruhr, du Borinage, du bassin français du Nord et du Pas-de-Calais ou celui du Pays de Galles. Il n'y a pas de calcul de comptabilité d'entreprise, à plus forte raison de comptabilité régionale ou nationale, qui puisse faire abstraction du passif et de l'actif de l'héritage. Le problème peut être traité en d'autres termes, plus sociologiques et psychologiques que proprement technologiques, au moins en apparence.

Plusieurs générations d'économie marchande, puis d'économie industrielle ont créé un type d'homme — oserait-on le qualifier d'« homme capitaliste » ou d'« homme industriel », variété affinée de l'« homo faber » ? — Cet homme est conditionné par son comportement productif et par ses besoins. Il est façonné à certains rythmes tant physiques qu'intellectuels, à un besoin permanent de se dépasser, à des besoins de commodités d'existence, de déplacement, de communication. Il réagit spontanément avec énergie et avec toutes les formes de subtilité et d'imagination quand il s'agit de défendre ou de récupérer ce qui lui est devenu indispensable. Privé accidentellement du cadre qui lui était habituel et nécessaire, il le reconstitue dans un temps très court, en faisant jouer quasiment inconsciemment des mécanismes intellectuels acquis et que ne possèdent pas encore les sociétés non industrielles. C'est un aspect du problème des rythmes de développement des pays sous-développés et des coûts comparés de la croissance en pays de culture industrielle et en pays de culture non industrielle. Le « miracle allemand » s'explique assurément en partie par des conditions exceptionnelles d'aide extérieure, mais est en même temps un phénomène de civilisation. Comment le comprendre sans culture historique, une culture historique qui permet de saisir les différences géographiques ?

On a considéré jusqu'à présent que les économies et les sociétés agricoles étaient les sujets d'étude qui conviennent le plus à la coordination des recherches historiques et géographiques, en même temps que ceux qui intègrent le plus simplement l'action humaine à son cadre naturel. Sur le plan théorique et sur la base d'exemples représentatifs de plus en plus nombreux, tout est remis en question par l'introduction des techniques nouvelles et la recherche des meilleurs taux de productivité. Dans les exploitations les plus avancées de l'Europe du Nord-Ouest, on « fait » le sol en vue des cultures que l'on veut y pratiquer, on utilise des hybrides qui transgressent les limites climatiques des espèces classiques de plantes cultivées. Les investissements de production ne sont rentables que sur des unités de culture et dans des conditions de

travail qui appellent le remembrement, la restructuration des exploitations, de nouvelles formes de gestion des entreprises. La société rurale d'autrefois se défait, tandis que le paysage rural et les structures agraires se transforment. L'Europe de 1940 achevait à peine sa « première révolution agricole », amorcée par le mouvement physiocratique du XVIII^e siècle. La petite exploitation familiale de 10 à 12 ha apparaissait comme un modèle économique et social stable, opposé aux incertitudes de la vie ouvrière et urbaine gravement perturbée par la crise des années 1930. A beaucoup d'égards, la petite exploitation familiale « modernisée » se présentait comme l'héritière en ligne directe des structures foncières issues des lentes transformations de la tenure médiévale. L'étude des cadastres était considérée comme l'instrument d'analyse de cette continuité. Les études d'archives permettaient d'en mieux comprendre les sources et l'évolution. La conjonction de l'analyse historique et de l'analyse géographique semblait inscrite dans la nature des choses. Elle n'appelait pas de discussion. L'école historique de Marc Bloch, après celle de Henri Pirenne, traçait la voie de la recherche géographique en matière d'explication des « paysages ruraux » et des « structures agraires ». En une génération, la rupture est plus radicale que la lente transformation effectuée pendant dix siècles. Le modèle 1970 est, sur bonne terre céréalière, l'exploitation de 100 à 120 ha employant dix fois moins de main-d'œuvre par unité de surface que les anciennes exploitations familiales de petit gabarit. Tout est remis en question, le parcellaire, le réseau de chemins, l'habitat, et, naturellement, les formes de travail, les comportements psycho-sociaux, les rapports sociaux et économiques. Seulement, suivant une expérience maintes fois répétée, il n'y a jamais substitution totale immédiate, mais superposition, coexistence, et évidemment compétition, contradiction, tensions. Le cadre bâti se transforme moins vite que l'espace exploité. De multiples distorsions opposent des formes d'organisation du sol et de l'habitat qui remontent au Moyen Age, ou au moins à plusieurs siècles, aux expériences les plus audacieuses, parfois les plus dangereuses, de la technique contemporaine. Ces oppositions se doublent de différenciations économiques et sociales, tantôt sur le plan local, tantôt de petite région à petite région voisine. Les effets sont multiples, autant que divers, dans les efforts entrepris pour trouver des économies succédant des économies ultra-technicisées, permettant de demeurer compétitives pour un temps sur un autre registre de production, ou au contraire dans l'ouverture de processus d'exode dont on ne mesure jamais à l'avance toutes les conséquences. Or, chaque particularité s'accroche à une tradition, elle-même moulée sur un ensemble de conditions naturelles parfaitement assimilées par les générations passées, au point que le milieu est à la fois œuvre de nature et œuvre d'histoire. La vulnérabilité ou, au contraire, la résistance aux processus actuels de bouleversement des campagnes s'expliquent presque toujours par un long passé. Ce n'est pas une raison parce que la puissance des moyens actuels donne l'illusion de tout effacer dans le court ou le moyen terme, pour renoncer à faire le bilan de l'héritage. D'ailleurs, on ne comprendrait pas,

dans quelques années, certaines récurrences qui ne sauraient manquer de se produire.

Certains prennent allure de conciliateurs en reconnaissant que la connaissance du passé est indispensable à l'intelligence du présent, même en pleine période d'accélération des mutations de tous ordres, mais en limitant l'intérêt à la considération d'une période relativement courte s'identifiant plus ou moins avec l'histoire du capitalisme ou de la grande révolution économique amorcée au XVIII^e siècle et développée par la révolution industrielle du XIX^e siècle. Apparemment, certes, la multiplication des discontinuités majeures entre les héritages multiséculaires et les innovations impulsées par les révolutions techniques répétées à courts intervalles depuis quelques décennies, raccourcit la dimension historique de la situation présente. On serait donc tenté de considérer que la conjonction des études géographiques et historiques ne s'effectue qu'au niveau de l'histoire contemporaine. Il s'agit en fait d'une vue trop simplificatrice des réalités. Et ceci au moins pour deux raisons : la première, c'est que l'on a trop tendance à sous-estimer les sous-jacences et les persistances à travers la succession apparente des données historiques. Et ici, justement, le géographe peut aider l'historien à en prendre conscience en lui faisant percevoir les différences du phénomène historique contemporain homologue dans deux pays de tradition différente. La seconde raison est que ce qu'il importe d'acquérir pour bien pénétrer l'ensemble des réalités humaines d'un milieu donné, c'est l'esprit historique, la manière d'appréhender en historien un complexe régional ou national. Or, quelles que soient les différences méthodologiques entre la recherche en histoire ancienne, en histoire médiévale, en histoire moderne ou contemporaine, quelle que soit la diversité des documents utilisés, l'esprit de recherche historique, le doute et le souci de la relativité, l'exigence intellectuelle à l'égard de ce que l'on appelle une certitude, ne sont pas spécifiques d'une technique appliquée à l'étude d'une phase de l'histoire, mais forment un tout complémentaire qui est le label de l'historien et que le géographe doit rechercher, sans pour autant se substituer à l'historien sur le terrain de la recherche. Etre historien n'est pas savoir de l'histoire, mais savoir l'histoire, et c'est cette qualité d'historien qui est aussi indispensable pour faire une vraie géographie, c'est-à-dire une géographie qui ait un sens et une portée sur le plan culturel, et par là même à des fins créatrices. Car, en dernière analyse, on peut se demander si les discontinuités apparentes et même si frappantes, voire impressionnantes, qui caractérisent l'évolution par bonds des conditions de production, de circulation et de communication, des cadres et comportements quotidiens, sont aussi radicales qu'elles le paraissent. Pour le moment, le recul du temps est insuffisant pour en juger. L'universalisation des techniques semble effacer tout ce que des dizaines de générations avaient patiemment construit d'original en chaque lieu, tout ce qui faisait de l'histoire et de la géographie régionale des disciplines jumelles. Les réactions des individus et des groupes paraissent elles aussi uniformi-

sées, dans leur adaptation ou dans leurs refus. N'est-ce pas une vue simpliste des faits et des hommes ? Et ne se condamne-t-on pas à avaliser purement et simplement les rêves des techniciens, en tournant le dos à la plus humaine des sciences après la philosophie, l'histoire ? L'erreur n'aurait qu'une dimension théorique si la géographie ne se prétendait normative sous sa forme de géographie appliquée. Privée de la sauvegarde de la culture historique, elle risquerait de se prêter à des opérations spéculatives ou proprement techniciennes, aggravant la dépendance des hommes à l'égard des techniques, et il n'est point sûr qu'à plus ou moins long terme, ils ne cherchent à s'en affranchir. Ne reproche-t-on point déjà à certaines écoles d'urbanistes d'avoir à la fois ignoré l'homme et l'histoire ? Il serait fâcheux pour la géographie de porter la responsabilité d'un conditionnement imposé à contresens de la culture régionale ou nationale dont elle a mission de transmettre l'image.

Pierre GEORGE.